



China Institute

Economics - Politics - International Relations

# Vers un réchauffement durable des relations sino-françaises ?

Huang Bo

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, en particulier la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

[www.china-institute.org](http://www.china-institute.org)

*Le China Institute veille à la validité, à la pertinence et à la qualité de ses publications, mais les opinions et jugements qui y sont exprimés appartiennent exclusivement à leurs auteurs. Leur responsabilité ne saurait être imputée ni à l'Institut, ni, a fortiori, à sa direction.*

*Le présent document relève de la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement de son ou ses auteur(s) sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le nom de l'auteur ou des auteurs et de la source.*

« [...] *Le poids de l'évidence et de la raison pesant chaque jour davantage [...], il est clair que la France doit pouvoir entendre directement la Chine et aussi s'en faire écouter.* »<sup>1</sup> C'est en ces mots que le Président De Gaulle annonça en 1964 l'établissement des relations diplomatiques sino-françaises, dont on célébrait, le 27 janvier dernier, le 45<sup>ème</sup> anniversaire. Si ces dernières ont été le plus souvent cordiales, le passage chaotique de la flamme olympique à Paris en avril 2008 et la rencontre onze mois plus tard, qualifiée de « peu judicieuse et blessante »<sup>2</sup> par l'agence officielle chinoise Chine Nouvelle, entre le Dalai-lama et le Président Nicolas Sarkozy, alors à la tête de l'Union européenne, ont provoqué une dégradation brutale des rapports entre les deux pays pour la première fois depuis 1989. Mais alors que la crise engendrée par l'embargo européen sur les armes, inspiré par la France suite aux événements de Tian An Men, n'avait été qu'essentiellement diplomatique, les récents événements ont pour la première fois suscité le ressentiment de l'opinion publique chinoise.

Cette vague de mécontentement, amplifiée par les médias officiels chinois, s'est en effet rapidement traduite par des appels au boycott des produits français<sup>3</sup> sur le territoire chinois. Si le mouvement a finalement été peu suivi, l'instrumentalisation d'un nationalisme montant par Pékin inquiète certains observateurs occidentaux, le gouvernement central ayant à chaque fois attendu plusieurs jours avant d'intervenir en faveur des entreprises françaises. Car pour la République populaire, la question tibétaine, hautement sensible, est absolument non négociable. D'où un fort durcissement du ton par Pékin au lendemain de l'entretien entre le Président Sarkozy et le Dalai-lama, en déclarant « ses intérêts fondamentaux » sérieusement menacés et

---

<sup>1</sup> Allocution du Général de Gaulle, 27/01/1964

<sup>2</sup> Euronews (12/07/2008), <http://fr.euronews.net/2008/12/07/china-slams-sarkozys-meeting-with-dalai-lama/>

<sup>3</sup> *Le Figaro* (11/04/2008), Les produits français, victimes collatérales des J.O. ?

en prévenant « la partie française [qu'elle devra] assumer toutes les responsabilités dans l'affaire »<sup>4</sup>. Ces sévères déclarations furent suivies de mesures symboliques de rétorsion avec, en premier lieu, l'annulation du sommet Chine-Europe prévu en mai 2008, puis l'exclusion de la France de la visite européenne du Premier ministre chinois Wen Jiabao.

Les mois qui suivirent furent le cadre d'intenses échanges diplomatiques entre les deux pays afin de mettre fin à cette crise de confiance. En février 2009, le Sénateur de la Vienne et ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, très apprécié en Chine, entreprit de dissiper une atmosphère diplomatique pour le moins tendue, en rappelant notamment que « la France adhère à la politique d'une seule Chine »<sup>5</sup>. Finalement, les ministres des Affaires étrangères des deux pays réaffirmèrent conjointement le 1<sup>er</sup> avril « l'importance primordiale de la relation franco-chinoise », du « partenariat stratégique global » et « leur attachement au principe de non-ingérence ». Ce fut également l'occasion pour la République française de réitérer « sa position selon laquelle le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois »<sup>6</sup>. Ainsi prit fin une crise diplomatique qui dura plus d'un an.

Pourquoi la dégradation des rapports entre la France et la Chine a-t-elle été aussi subite et significative ? Par ailleurs, peut-on envisager un réchauffement durable ?

## **La France ne s'est pas adaptée à la montée en puissance chinoise**

La cristallisation des relations sino-françaises présente une double origine. Depuis l'élection du Président Sarkozy sur son thème de la « rupture tranquille », la politique

---

<sup>4</sup> *Le Quotidien du peuple/Chine nouvelle* (10/12/2008)

<sup>5</sup> *Chine nouvelle* (10/02/09)

<sup>6</sup> Communiqué de presse franco-chinois du 01/04/09, <http://www.ambafrance-cn.org/Communique-de-presse-franco-chinois.html>

étrangère française s'est en apparence modifiée : revitalisation du poids des Droits de l'homme, du moins officiellement, retour de la République française au sein du commandement intégré de l'OTAN, fin déclarée de la « Françafrique »... Cependant, la position qu'occupe la Chine dans les priorités de la politique étrangère française est demeurée relativement marginale, si ce n'est au travers des inquiétudes que suscite l'importance grandissante de la présence chinoise en Afrique. Avec près de cent milliards de dollars d'échanges commerciaux en 2008, la Chine est en effet devenue l'un des premiers partenaires économiques du continent<sup>7</sup>.

### ***La Chine : un aspect marginal de la politique étrangère française***

Bien que la France ait été le tout premier État occidental à reconnaître la République populaire de Chine, en 1964, et que cette dernière soit devenue un « partenaire stratégique global » en 1997, la puissance asiatique ne semble pas compter au rang des premières priorités de la politique étrangère française. D'un point de vue géopolitique, les alliés traditionnels, que sont l'Union européenne et les États-Unis, les anciennes colonies - plus particulièrement l'Afrique francophone - et les pays du Golfe concentrent en effet les attentions de la diplomatie française. Même en Asie, alors que les échanges commerciaux avec le Japon représentaient quinze milliards d'euros en 2008<sup>8</sup>, contre plus de quarante milliards avec la Chine<sup>9</sup>, l'Archipel semble l'emporter sur son voisin dans la politique étrangère de la France. Tandis que l'influence, déjà significative, de Pékin sur les affaires du monde va grandissante, ce constat interpelle.

### ***Tension française permanente entre pragmatisme et idéalisme***

Comme dans le reste de l'Union européenne, l'héritage des Droits de l'homme est en France une force puissante. Face au jugement de l'opinion publique, la diplomatie française hésite donc constamment entre réalisme et idéalisme. Et le caractère

---

<sup>7</sup> Sebastian R. (2008), China-Africa Investment – an analysis of China's investments in Africa, *ChinaVest*

<sup>8</sup> Mission économique de Tokyo (04/2009)

<sup>9</sup> Chambre de commerce et d'industrie française en Chine

universel, que confèrent la France, et plus généralement l'Occident, à leurs propres valeurs est souvent perçu en Chine comme une marque d'arrogance, vestige de l'impérialisme passé.

Pour affirmer l'indépendance de la politique étrangère française, le Président De Gaulle avait pris une décision stratégique en reconnaissant la Chine populaire, tentant ainsi de dépasser la bipolarisation du monde qui prévalait durant la Guerre froide. Si, sous la présidence Chirac, la diplomatie française conservait encore un équilibre relatif entre intérêt national et universel, la présidence Sarkozy use, à la manière des États-Unis, de la question des Droits de l'homme comme d'une arme diplomatique, commerciale et culturelle. Cette politique constitue donc une source inévitable de conflits avec des États qui perçoivent l'humanisme occidental comme une menace systémique.

### ***La Chine : partenaire ou menace ?***

La montée en puissance de la Chine est source d'inquiétude, notamment en Afrique, où l'Etat asiatique apparaît comme un concurrent. Malgré un déficit de la balance commerciale avec la Chine moindre qu'avec l'Allemagne, l'opinion publique française, influencée en cela par les médias et un certain discours politique, perçoit l'expansion chinoise comme une menace économique. En Afrique, Pékin concurrence directement l'Occident, et particulièrement la France, grâce notamment à sa politique de « non-ingérence », appréciée des gouvernements africains mais source de tensions et d'incompréhensions, comme dans le cas du Darfour, face à l'opinion occidentale. Face à la percée de Pékin en Afrique, le gouvernement français prône aujourd'hui une nouvelle politique africaine qui se veut « globale » et renouvelée, débarrassée des torts de la « Françafrique ».

## Une opportunité à saisir avec prudence

De la présidence du général De Gaulle à celle de M. Chirac, la question tibétaine n'a jamais constitué un obstacle significatif aux relations sino-françaises. Mais les événements de 2008, intervenus alors que la France, considérée comme une nation amie, assurait la présidence de l'Union européenne, furent perçus comme une forme de trahison, amplifiant de fait leur réalité. Officiellement, la Chine n'hésita pas à dénoncer cette « atteinte aux intérêts fondamentaux de la population chinoise ». Au-delà de ces points de friction, la France et la Chine peuvent pourtant développer une relation stratégique en œuvrant toutes deux à l'émergence d'un monde multipolaire et à la résolution de défis mondiaux.

### *Des relations sino-françaises singulières et stratégiques*

Sur le plan politique, les points communs sont en effet plus nombreux que les différends. La Chine et la France défendent toutes deux le principe de multipolarité face aux enjeux mondiaux et pratiquent traditionnellement une politique diplomatique indépendante. Par ailleurs, sur de nombreux problèmes internationaux, les deux parties se rejoignent et peuvent donc envisager une coopération bénéfique et approfondie.

Sur le plan économique, les deux nations constituent indéniablement des partenaires commerciaux et technologiques, et en dépit de la concurrence croissante entre les deux pays sur le marché international, les deux économies sont avant tout complémentaires. La Chine a besoin des technologies et des expériences de gestion avancées françaises, ainsi que de ses équipements de pointe, tandis que la croissance française passe, entre autre, par un marché chinois croissant et des importations de produits de bonne qualité à bas prix. Face à la crise économique la plus grave depuis 1929, les deux pays doivent plus que jamais faire valoir leurs avantages comparatifs et resserrer leurs liens économiques et commerciaux.

## *Le poids des préjugés idéologiques*

Après plus d'un an de froid diplomatique, la relation entre la Chine et la France semble aujourd'hui apaisée. Rassurée sur la permanence de la politique française de la « Chine unique », la République populaire n'a ainsi formulé que des protestations de forme lors de la nomination du Dalai-lama au rang de « citoyen d'honneur » par la ville de Paris en juin 2009. Pékin avait alors déclaré que « *grâce aux efforts partagés des deux pays, les relations sino-françaises sont revenues sur la voie du développement sain* »<sup>10</sup>. S'il est hasardeux de conclure sur la durabilité de ce réchauffement, les intérêts et liens particuliers qui unissent la France et la Chine suggèrent que c'est là la voie de la raison.

C'est un poncif qui mérite pourtant d'être mentionné : que ce soit au niveau de leur système social et politique, de leur contexte culturel ou leur niveau de développement, la Chine et la France sont deux États très différents. Aussi la naissance de litiges et incompréhensions, parfois profonds, est inévitable. La relation sino-française est-elle aujourd'hui entrée dans une phase clé et les deux côtés s'interrogent sur les meilleurs moyens d'en assurer la continuité et le développement. La France doit assimiler et comprendre les préoccupations de son partenaire chinois pour éviter des crises diplomatiques futures et la dilapidation d'un capital de confiance, fruit d'un demi-siècle de dialogue constructif. En retour, la Chine doit également prendre conscience de la crainte qu'elle peut inspirer, parfois malgré elle, et tenir compte du fonctionnement démocratique français et des libertés qu'il suppose. Car comme le dit un proverbe chinois, « connaître l'autre est la condition de la sagesse ».

---

<sup>10</sup> *Chine nouvelle* (09/06/09)





| [contact@china-institute.org](mailto:contact@china-institute.org) |